



OBTENEZ VOTRE MASTER A ISC BOBO.

Page 19

Découvrez votre Centre
d'Examens Européen en
visitant le site

www.sciences-campus.org

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°246 du jeudi 22 décembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** p. 12.
- **Activités du gouvernement.** p. 6.

Discours de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian

KABORE, Président du Faso

**a l'occasion du 10ème anniversaire de la création de l'Institut
Supérieur des Sciences de la Sante (INSSA)**

Région des Hauts-Bassins



Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici

Impactez comme jamais avant.

Espace spécialement réservé pour vous.



Lutte contre la drogue:

Une session d'information, de formation et de sensibilisation des décideurs et leaders d'opinions dans les Cascades

Région des Cascades



Mme le Gouverneur, à sa gauche, le SG du SP/CNLD.

Pour lutter efficacement contre la drogue dans notre pays le Burkina-Faso, le Secrétariat Permanent du Comité National de Lutte contre la Drogue (SP/CNLD) a organisé des séries de séances d'information, de sensibilisation et d'interpellation à l'endroit des décideurs et leaders d'opinion des régions du Burkina Faso.

Cette session a été organisée à Banfora chef-lieu de la région des Cascades le Mardi 06 Décembre 2016. La présente session s'intègre dans une démarche

globale de stratégies de renforcement des capacités des décideurs et leaders d'opinion de la région des cascades sur la lutte contre le phénomène de la drogue. Pour s'aligner à la volonté politique du Gouvernement en matière de lutte contre la drogue, le Comité National de Lutte contre la Drogue a retenu cette année le thème suivant : **“Problématique de la drogue en milieu scolaire, quelle stratégie pour une meilleure prévention”**.

Cette séance a pour but de mieux

outiller ces décideurs et leaders d'opinion. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Mme Léontine ZAGRE Gouverneur de la région des cascades qui n'a pas manqué d'inviter les bénéficiaires à une participation soutenue afin qu'au sortir de cette session chacun soit apte à apporter sa contribution à son unité d'appartenance ou dans son milieu de vie pour que la sensibilisation soit bien menée au niveau des communautés de base.

La suite à la page 3.



La suite de la page 2.

Les participants ont salué cette initiative et souhaitent que l'accent soit mis en milieu scolaire pour mieux sensibiliser les élèves car selon eux le fléau a pris de l'ampleur dans le milieu scolaire.

Jean-Paul YEKPAYE
pour SCI



Les participants.

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Les candidats admis au concours direct de recrutement de mille cinq cent (1500) élèves assistants de Police dont soixante-quinze de sexe féminin, session 2016 ainsi que ceux admis au concours direct de recrutement des agents de Police Municipale pour le compte des communes de Ziniaré, Boromo et Ouahigouya sont informés que la rentrée à l'Ecole Nationale de Police est prévue pour le mercredi 4 janvier 2017 à 06 heures 00.

Ils sont par ailleurs informés qu'ils devront se présenter à l'Ecole Nationale de Police munis du nécessaire suivant:

- Une photocopie de l'acte de naissance ;
- Une photocopie du diplôme ayant servi au dépôt

du dossier ;

- Une photocopie de la CNIB;
- Une tenue de sport;
- Un minimum de matériel d'hygiène individuel.

Pour le Ministre d'Etat et P/D

Le Secrétaire général

Abdoulaye OUEDRAOGO

Officier de l'Ordre National



Salon National de la Presse et des Médias à Koudougou: La contribution des médias burkinabé à la lutte contre l'insécurité, la criminalité et le terrorisme

Région du Centre-Ouest



Le formateur a insisté sur la contribution des médias à la lutte contre l'insécurité.

Il s'est tenu dans l'enceinte de la mairie de Koudougou la 2^e édition du Salon National de la Presse et des Médias SNPM du lundi 05 au mardi 06 décembre 2016 sous le thème : « Presse et médias burkinabé : quelle contribution à la lutte contre l'insécurité, la criminalité et le terrorisme ». Ce salon organisé par le journal « la paix » a mobilisé tous les médias de la ville de Koudougou.

L'actualité internationale des précédentes semaines a été marquée par des attentats terroristes. Bataclan,

Orlando, Rouen etc. La sous-région n'est pas en reste comme l'illustre les attentats au Mali et au Niger. Le Burkina Faso longtemps considéré comme un havre de paix a subi récemment des attaques Djihadistes qui inquiètent de plus belle. L'attaque du café Cappuccino le 15 janvier 2016 qui a fait 30 morts et de nombreux blessés. La liste se prolonge avec un chapelet de persécutions djihadistes comme les attaques de Tin-Akoff, Tin-Abao, Oursi, Samoragouan causant plusieurs morts, des policiers, et des gendarmes tués. C'est donc face à tous ces dangers terroristes et

les nombreuses menaces sécuritaires internes que les citoyens ont pris leurs responsabilités dans de nombreuses localités du pays en mettant sur pied des groupes d'autodéfenses appelés Kolgwéogo au regard de l'insuffisance des moyens humains, financiers, et logistiques du gouvernement. Vu le caractère transversal du métier des hommes de médias et dans le souci d'apporter une contribution du métier des hommes à la lutte contre ces fléaux que le journal « la paix » a retenu ce thème pour ce 2^e SNPM. Durant ce salon les hommes de presse ont été outillés à la collecte et le

La suite à la page 5



ACTU RÉGION

La suite de la page 4

traitement de l'information de façon professionnelle. Afin d'éviter des propos haineux et discriminatoires et des incitations à la violence en vue de la préservation de la paix. Des actes de communication crédibles fiables et pertinents dans une franche collaboration avec les forces de l'ordre et de sécurité contribueront certainement à la lutte contre le terrorisme et aux actes de criminalités au Burkina Faso. Les objectifs spécifiques de ce salon visaient à

renforcer les capacités des hommes de médias sur la lutte contre le terrorisme, rappeler aux professionnelles des médias leur responsabilité sociale dans le traitement de l'information en ce qui concerne le terrorisme et aux actes de criminalité, de contribuer à l'avènement d'un Burkina sécurisé qui amorce le chemin du développement durable dans la sérénité. La 2^e édition du SNPM a permis aux journalistes participants de partager leurs expériences dans le traitement

de l'information sécuritaire, d'être outiller en rudiments nécessaire pour traiter des questions sécuritaires et de reconnaître leur rôle majeur dans la lutte contre le terrorisme, la criminalité. Les participants se sont engagés à travailler sur les questions sécuritaires avec professionnalisme et à travailler en tandem avec les forces de l'ordre et de sécurité autant que faire ce peu.

Prince Omar pour SCI

Musée de la Musique Georges OUEDRAOGO



Situation géographique :
Avenue Capitaine Thomas SANKARA, face à l'entrée principale du Lycée Philippe Zinda KABORE

Heure d'ouverture :
Le Musée de la Musique est ouvert aux visiteurs du **Mardi** au **Samedi** de **09h à 15h30mn.**

Nationaux
Elèves : 100 FCFA
Etudiants : 250 FCFA
Adultes : 500 FCFA

Autres nationalités : 1 000 FCFA

La vitrine de la Musique traditionnelle !

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES ARTS
ET DU TOURISME
OUAGADOUGOU
BURKINA FASO

muse.musique@yahoo.fr
La Régie : (+226)76859213
Le Conservateur : (+226)78096899



Chronique du gouvernement

Académie nationale sur l'économie verte : Conjuguer les efforts afin d'atteindre les objectifs en matière de développement durable

Ouagadougou a abrité les 14, 15 et 16 décembre 2016 l'Académie nationale sur l'Economie verte, un forum de discussion et d'échanges autour du concept « économie verte ». Il s'est agi plus spécifiquement de susciter des débats entre les principaux acteurs du changement climatique au Burkina Faso. L'Académie nationale a également été l'occasion d'identifier les opportunités de synergies avec les initiatives et programmes existants dans les pays actifs, dans le domaine du développement durable, en particulier l'Initiative Pauvreté-Environnement, le programme SWITCH Africa-Green et l'Initiative UN CC: Learn. L'Initiative Pauvreté-Environnement vise à accompagner les pays en développement dans leur lutte contre la pauvreté et pour le développement durable à travers une meilleure gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

Conçu et financé par l'Union européenne le programme SWITCH Africa-Green a pour objectif de soutenir les pays d'Afrique, qu'il couvre, à parvenir à un développement durable en se livrant à la transition vers une économie verte inclusive, basée sur les modes de consommation et de production durables (Sustainable Consumption and Production), tout en générant de la croissance, en créant des emplois



décents et en réduisant la pauvreté. Quant à l'Initiative UN CC:Learn, elle vise à encourager les pays à concevoir et à mettre en œuvre un apprentissage durable afin de faire face aux changements climatiques.

Les résultats des travaux de la rencontre

Au terme des trois jours de travaux en plénière, dont des cours électifs et des séances de dialogue, les contributions ont permis d'aboutir à des résultats intéressants sur les enjeux, les voies et moyens, et la nécessité de conjuguer les efforts pour atteindre les mêmes objectifs en terme de synergie d'actions. Les participants à la rencontre ont, par ailleurs, formulé des recommandations au nombre desquelles l'institutionnalisation de

la tenue de l'académie sur l'économie verte avec une envergure africaine tous les deux ans au regard des enjeux des Objectifs du développement durable, la prise en compte de la problématique de l'économie verte dans le cadre de l'élaboration des politiques sectorielles, l'élaboration d'une stratégie sous régionale sur l'économie verte, et la prise en compte de l'économie verte dans la relecture du code des investissements entre autres. Les conclusions de la rencontre de Ouagadougou s'inscrivent en droite ligne des engagements pris par notre pays dans sa longue marche vers une Economie verte, qui soit respectueuse des équilibres écologiques et susceptible d'ouvrir de nouvelles opportunités de création de richesses et d'emplois durables. C'est, du reste, l'objectif majeur des nouvelles approches stratégiques du développement

La suite à la page 7.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6.

Le Burkina Faso durable du Burkina Faso. Le pays s'attache à mobiliser l'ensemble des acteurs et à construire des partenariats publics-privés (PPP) innovants afin d'accroître les investissements respectueux de l'environnement et susceptibles de créer de la valeur ajoutée et des emplois durables, particulièrement pour les jeunes dont le taux de chômage reste important.

Des efforts ont permis de mettre en place un Fonds d'investissement vert pour encourager les entreprises à lancer des projets innovants. De même, des réformes et des politiques incitatives sont déjà mises en œuvre pour améliorer l'intégration de la dimension environnementale et promouvoir le développement de filières stratégiques telles que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'économie de l'eau, la gestion durable des déchets solides et liquides, l'agriculture inclusive, l'aquaculture ou encore l'écotourisme. Toutefois, d'autres efforts supplémentaires sont attendus en termes d'adaptation et d'application de la réglementation et de la fiscalité environnementale, de la tarification des biens et services environnementaux, et des mécanismes de financement durables et adaptés, etc.

Les efforts du Burkina Faso en termes d'économie verte

Le Burkina Faso a toujours manifesté sa ferme volonté de faire la promotion de l'économie verte, en mettant en œuvre les recommandations issues des sommets et conférences internationales. Une volonté qui s'est manifestée par la création, dès 1976, d'un ministère en charge de l'environnement qui, après plusieurs mutations, est devenu en janvier 2016, le ministère de l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique. On note également la création, depuis 1991, du Conseil national pour la gestion de l'environnement (CONAGESE), devenu en 2002 le Conseil national pour l'environnement et le développement durable (CONEDD) puis en 2016, le Conseil national pour le développement durable (CNDD). A cela s'ajoute la création en 2016, d'une Direction générale de l'économie verte et du changement climatique (DGEVCC) au sein du Ministère. Cette évolution institutionnelle constitue un tremplin pour une meilleure contribution à l'opérationnalisation des résultats pour consolider la mise en place du processus de l'économie verte, un outil de promotion du développement durable. Toute chose qui s'est faite à travers les Objectifs du développement durable (ODD), l'Etude nationale prospective « Burkina 2025 », le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) en ses axes 2 et 3, et à travers bien d'autres politiques et programmes aux niveaux national et international.

Pour mettre la durabilité au cœur des politiques et des pratiques économiques, le Burkina Faso a rejoint le Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte (PAGE) en juin 2014. Le PAGE combine l'expérience conjuguée de cinq agences des Nations Unies, à savoir le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Il vise à soutenir les pays partenaires dans la transition vers des économies écologiquement durables et socialement inclusives. L'adhésion de notre pays au PAGE est donc la preuve qu'il a définitivement fait de l'économie verte un axe stratégique de sa politique de développement durable et s'attache désormais à mobiliser l'ensemble des acteurs à construire des partenariats publics-privés (PPP) innovants afin de créer de la valeur ajoutée et des emplois durables, particulièrement pour les jeunes dont le taux de chômage reste important.

Ministère de l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique





ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Discours de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso a l'occasion du 10ème anniversaire de la création de l'Institut Supérieur des Sciences de la Sante (INSSA) Région des Hauts-Bassins



Le Président du Faso pendant son discours.

Messieurs les membres du Gouvernement
Mesdames et messieurs les représentants des organisations internationales et interafricaines
Honorables députés
Monsieur le gouverneur de la région des Hauts Bassins
Monsieur le maire de la commune de Bobo-Dioulasso
Monsieur le président de l'Université polytechnique de Bobo-Dioulasso
Messieurs les présidents des universités du Burkina Faso
Monsieur le directeur de l'INSSA
Autorités administratives, politiques, coutumières, religieuses et militaires
Professeur titulaire de parasitologie Robert Tinga DJIGEMDE, coparrain de la présente cérémonie
Mesdames et messieurs les professeurs et enseignants de l'UPB

Eminentes personnalités du monde scientifique de la santé
Cher personnel ATOS de l'UPB
Chers lauréats, étudiantes et étudiants

Mesdames et messieurs

Le 10è anniversaire de la création de l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé (INSSA) au sein de l'Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso (UPB) me donne l'occasion de saluer et d'encourager toute la communauté universitaire nationale et de rappeler que l'enseignement supérieur, la recherche scientifique, la santé et la formation professionnelle occupent une place de choix dans le PNDES 2016-2020.

J'ai en effet inscrit l'enseignement supérieur au titre des priorités

nationales et invité l'ensemble des acteurs à œuvrer à la bonne gouvernance administrative et financière des universités. Le Gouvernement s'attèle à renforcer le potentiel des infrastructures d'accueil et l'équipement technique et informatique des universités. De même, l'amélioration des conditions d'étude et de travail des étudiants, des enseignants et du personnel administratif technique et ouvrier de soutien sera soutenue. L'adoption et la promulgation d'un code d'éthique et de déontologie de l'enseignant-chercheur et la revalorisation de son statut permettront l'amélioration de la qualité des prestations que cette catégorie assure.

En ce qui concerne l'INSSA, nous fondons un grand espoir

La suite à la page 9.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

sur cet institut et espérons qu'il continuera à former des médecins qui contribueront à la résolution des problèmes de santé de notre pays. Je note avec satisfaction que les résultats obtenus depuis son ouverture sont éloquentes. Alors que nous devons conjuguer nos efforts pour remettre le pays au travail, les acteurs des temples du savoir que sont nos universitaires et chercheurs ne doivent pas rester en marge de cette dynamique. C'est pourquoi j'invite les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique à faire de la résorption du retard au sein de nos universités publiques un défi immédiat à relever. La signature du protocole d'accord entre le Gouvernement et les syndicats des enseignants du supérieur participe de la bonne volonté du Gouvernement de résoudre les problèmes qui freinent le développement de notre système éducatif.

Normaliser l'année académique, assurer et renforcer la sérénité et la paix sur nos campus et dans nos universités constituent les nouvelles Bastilles que nous devons prendre pour que les sortants de nos universités soient à la hauteur de nos attentes.

Chers étudiantes et étudiants

Je voudrais vous inviter à redoubler d'effort dans la recherche du savoir et de la connaissance, afin de participer pleinement au développement économique et social de notre pays, malgré vos nombreux acquis et succès. Vous devez savoir que vous êtes les futurs dirigeants de ce pays. La nation entière vous regarde et attend de vous un comportement digne de la relève. J'ai pris bonne note de vos préoccupations qui sommes toutes visent à améliorer les conditions

d'études des étudiants. Je voudrais vous donner l'assurance que vos préoccupations seront examinées avec sérénité par le Gouvernement. Tout en souhaitant de riches moments d'échanges scientifiques au cours de ces premières journées médicales de l'INSSA organisées à l'occasion de ses dix ans d'existence, je tiens à féliciter les lauréats de l'INSSA et de l'Unité de Formation et de Recherche en Science de la Santé du dernier concours d'agrégation Dakar 2016. Ces résultats prestigieux obtenus honorent la nation entière. L'Etat étant une continuité, je voudrais donner également l'assurance que les dispositions seront prises pour que l'axe qui mène à l'INSSA soit bitumé et éclairé.

Heureux anniversaire à l'INSSA !

Je vous remercie.

Journée burkinabè sans papier Message de Madame le Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes

Région du Centre

L'Association for Information and Image Management (AIIM), - communauté mondiale des professionnels de l'information - a désigné le 25 octobre de chaque année comme Journée mondiale sans papier encore appelée World Paper Free Day.

Dans cette perspective, la Commission de l'Union Africaine a pris une note verbale en 2009 qui exhorte les Etats membres à organiser des activités spéciales pour

célébrer la Journée africaine sans papier dans le cadre de la Semaine africaine des TIC fixée en décembre de chaque année. Aussi, le Burkina Faso a-t-il intégré cette manifestation dans la célébration annuelle de la Semaine nationale de l'Internet et des TIC (SNI), depuis 2009. A cet effet, mon département, avec l'ensemble de ses partenaires, célèbre ce jour 21 décembre 2016 la Journée burkinabè sans papier autour du thème : «la presse à l'ère du numérique». Loin d'être une journée contre le papier, il s'agit plutôt d'une halte pour

mener la réflexion sur la nécessité de promouvoir l'utilisation des moyens numériques et la réduction des moyens papiers dans la recherche, le traitement et la diffusion de l'information.

L'avènement du numérique avec notamment l'apparition des médias en ligne accessibles via internet a, sans doute, bouleversé la presse « papier » traditionnelle au regard de la concurrence et des nécessaires efforts d'adaptation. Quels sont conséquences du passage

La suite à la page 10.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

au numérique pour la presse ? Les journaux en ligne doivent-ils être payants ? Quels changements sont à attendre dans les habitudes des lecteurs ? Quelle stratégie développée pour assurer la survie du journal papier ? Ce sont autant de questionnements que se proposent de répondre notre département en invitant cette année l'ensemble des acteurs de l'écosystème des médias et de technologies de l'information et de la communication à la célébration de la journée sans papier autour du thème « la presse à l'ère du numérique ». D'ores et déjà, au niveau du Ministère du Développement de l'Economie numérique et des Postes nous militons pour une alternative mixte. C'est-à-dire une solution qui serait alors de présenter de la moitié gratuite, moitié payant. Comme le font certaines publications de par le monde. Elles offrent, en effet, une partie de ses articles gratuitement, mais pour creuser le sujet ou bien accéder à des articles plus anciens, il faut disposer de l'abonnement. Cette solution du partiellement gratuit, partiellement payant évite ainsi de prendre le trop gros risque du tout-payant, qui pourrait entraîner une baisse du nombre de lecteurs. En outre, cette solution participe un tant soit peu à la préservation de notre environnement qui s'essouffle déjà. L'utilisation du papier en croissance exponentielle !

D'après les spécialistes, les coûts financiers et environnementaux de l'utilisation du papier sont encore trop importants. Un individu utilise en moyenne entre dix-sept (17) et vingt (20) rames de papier par an. Près d'un milliard de photocopies sont réalisées chaque jour au sein d'un même pays et un travailleur utilise en moyenne cinquante (50) feuilles de papier par jour soit une consommation de dix mille (10000) feuilles par an pour un équivalent en poids de quarante-



La ministre de l'économie numérique et des postes.

vingt-cinq kilogrammes (45kg). Selon des statistiques disponibles à travers le monde, la France utilise environ dix-neuf millions (19 000 000) de tonnes de papiers par an, les Etats-Unis d'Amérique dépensent en moyenne quatre milliards de dollars US chaque année pour seulement du papier.

Au Burkina Faso, les statistiques ne sont pas encore disponibles mais au moins une chose est sûre, le papier est beaucoup utilisé dans le cadre du fonctionnement de l'administration publique et privée. Préparation et compte rendu de réunions, note d'information ascendante et descendante dans l'administration burkinabè... tous nécessitent du papier, énormément de papier. Très souvent, des cartons contenant des documents administratifs précieux encombrant les allées de certains locaux et autres centres administratifs. La presse n'est pas en reste. Les différents quotidiens de notre pays utilisent beaucoup de papier par jour de parution. Ainsi, ce sont des hectares de forêts qui sont dévastées chaque jour pour obtenir la pâte à papier à partir de fibres contenues dans le bois. Sachant qu'un arbre permet la production de huit mille (8 000) à dix mille (10 000) feuilles de papier, ces chiffres paraissent exorbitants. Et cela ne concerne pas uniquement nos ressources en arbres

mais également celles en eau. En effet, la production d'une seule feuille de papier peut nécessiter jusqu'à quarante centilitres (40cl) d'eau, ce qui devient énorme à grande échelle. Au plan financier, l'achat du papier, les impressions, les photocopies, les reproductions pèsent énormément sur le budget de l'Etat et des entreprises de presse.

Le numérique, une alternative sérieuse ! Sans être une panacée aux problèmes environnementaux et financiers de l'utilisation du papier, le numérique présente néanmoins des atouts qui pourraient préserver notre environnement et permettre à la presse d'assurer sa survie. De nos jours, les supports numériques - de la clé USB au cloud en passant par les Datacenter - permettent de stocker d'importantes quantités d'informations, de les mettre à la disposition de tous, à tout moment. Et pour que la presse puisse vivre (ou survivre) il faut donc qu'elle puisse s'approprier le numérique afin de diversifier ses canaux de publication pour mieux atteindre les lecteurs de la nouvelle génération qui ont les yeux rivés sur les tablettes, les smartphones et autres ordinateurs. Si nous nous comparons avec les occidentaux, les Américains par exemple s'informent d'ores et déjà plus grâce aux ressources en ligne que par la presse papier ou traditionnelle. Aussi, la Journée Burkinabè sans papier nous donne l'occasion de prendre de bonnes résolutions et d'encourager notre entourage à repenser l'utilisation du papier de manière plus intelligente. Consommons moins de papier chaque jour en n'imprimant les documents que si cela est nécessaire, en exploitant au maximum les procédures administratives dématérialisées. Car, réduire la consommation de papier de seulement dix pour cent (10%) permettra une réduction de la consommation de CO2 à hauteur de 1,6 million tonnes dans le monde.

La suite à la page 11.



POLITIQUE

La suite de la page 10.

Alors faisons du numérique, un outil essentiel dans la gestion quotidienne de nos organisations et un moyen de lutte pour la préservation de l'environnement.

Excellente célébration à toutes et à tous !!!

Je vous remercie.

Le Ministre

PS : Afin de contribuer au respect de l'environnement, merci de n'imprimer ce message qu'en cas de nécessité

Communiqué de presse du CFOP sur l'attaque de Nassoumbou

C'est avec une profonde amertume que l'Opposition politique burkinabè a suivi les événements qui ont eu lieu à Nassoumbou le 16 décembre 2016, au cours desquels douze de nos valeureux soldats ont été tués et quatre autres blessés, et des locaux et du matériel ont été incendiés.

L'Opposition politique condamne avec fermeté cet acte ignoble perpétré par des terroristes dont la violence aveugle est la seule religion.

Elle s'associe à la douleur des familles endeuillées, leur présente ses condoléances les plus attristées, et souhaite un prompt rétablissement aux blessés !

Pour l'Opposition, cette attaque de plus est une attaque de trop, qui pose malheureusement en des termes crus, le problème de la réactivité de nos forces de défense et sécurité.

Face au grave péril auquel la nation fait ainsi face, l'Opposition politique appelle les Burkinabè au rassemblement et à l'unité. C'est le lieu pour elle de déplorer les polémiques inutiles et les tentatives de stigmatisation de telle ou telle frange de notre société qui transparaissent dans les déclarations de certains responsables politiques. Elle rappelle au gouvernement et l'ensemble des forces politiques qui le soutiennent, qu'il est de leur responsabilité, en tant que titulaires du pouvoir d'Etat, de travailler à garantir la sécurité pleine et entière des Burkinabè.

L'Opposition exhorte par ailleurs le Gouvernement à diligenter des missions auprès des populations des zones attaquées, pour les rassurer du soutien de l'Etat et de la Nation. Elle interpelle également le Chef de l'Etat, Ministre de la défense, sur l'urgence de remonter le moral des troupes en leur donnant un total soutien et les moyens adéquats de combat.

Ouagadougou, le 21 décembre 2016

Le Chef de file de l'Opposition politique

Zéphirin DIABRE



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

POSTE : Coordinateur projet – Migrations Mixtes – Corne de l'Afrique

Description

Description du projet

En appui à l'initiative sur la route migratoire Union Européenne – Corne de l'Afrique (Processus de Khartoum), le projet Better Migration Management (avril 2016 – mars 2019) est mis en œuvre par un consortium d'agences européennes et d'organisations internationales, sous la coordination de la Deutsche Gesellschaft für Zusammenarbeit (GIZ). Le projet, doté d'un budget de 46 millions d'euros, s'articule autour de quatre piliers principaux :

L'appui au développement, à l'adoption, à l'harmonisation et à la mise en œuvre de politiques publiques, de cadres juridiques, et de procédures régulatrices en matière de gouvernance des migrations et de gestion des frontières, dans le cadre notamment de la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants ;

Le renforcement des capacités opérationnelles et techniques des institutions et agences en charge de la migration et de la gestion des frontières dans les pays partenaires (équipement, formations, suivi et évaluation) ;

L'élaboration et la mise en œuvre de mesures protectives auprès des victimes de la traite des personnes et des migrants vulnérables, en particulier les femmes et les mineurs ;

La promotion auprès des populations migrantes de stratégies de subsistance alternatives incluant les opportunités de migration régulière, et la sensibilisation des

populations aux dangers associés à la migration irrégulière.

Couverture géographique :

Djibouti, Éthiopie, Érythrée, Kenya, Somalie, Soudan, Sud Soudan, et Ouganda (Égypte, Tunisie et Libye sont également inclus dans le cadre d'activités à l'échelle régionale).

Mise en œuvre :

Gestion déléguée (GIZ), partenaires : Expertise France, Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), Civipol, Département de la Sécurité Publique (Italie), British Council.

La fiche action complète du projet est disponible via le lien ci-après : http://ec.europa.eu/europeaid/regions/africa/eu-emergency-trust-fund/hornofafrica_en

Description du poste :

Le Coordinateur projet aura en charge la supervision des actions menées sur le terrain par Expertise France dans le cadre du BMM en concertation avec l'équipe siège à Paris et l'ensemble des membres du consortium de mise en œuvre du projet. En particulier, le Coordinateur assurera la gestion programmatique et le suivi / évaluation des activités rattachées aux composantes 2 (renforcement des capacités) et 3 (protection) du BMM, et fournira une assistance technique spécifique pour :

Le développement, l'organisation et la co-animation de cycles de formations et de programmes de coopération policière et judiciaire en matière de collecte, de gestion et d'échanges d'informations dans le domaine de la lutte

contre la traite et le trafic d'êtres humains et le suivi de procédures d'investigations à l'encontre des réseaux transnationaux actifs dans la région ;

Le développement et l'organisation de programmes de renforcement des capacités auprès des autorités locales et des organisations de la société civile pour la prise en charge et le suivi de victimes de traite et de trafic et des migrants en situation de vulnérabilité ;

L'établissement ou le renforcement de mécanismes d'identification de victimes et de référencement auprès des services compétents

L'établissement ou le renforcement de structures d'accueil ou de transit en conformité avec les normes et conventions internationales en vigueur (Éthiopie; Kenya, Djibouti)

Description du poste

Fonctions techniques :

En lien avec l'équipe siège, supervise et coordonne la mise en œuvre sur le terrain de l'ensemble des activités rattachées au projet

Contribue activement aux négociations et phases de diagnostic avec les partenaires du projet (partenaires de mise en œuvre et autorités publiques) pour l'identification et le déploiement d'actions spécifiques et contextualisées

Assure le suivi et l'évaluation de l'ensemble des actions déléguées aux partenaires locaux, aux prestataires publics et privés associés au projet (experts publics européens détachés, expertise privée individuelle, cabinets de recherches et consultants)

Fourni un appui technique,

La suite à la page 13.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 12.

méthodologique et organisationnel aux structures bénéficiaires du projet (autorités locales, instances de coordination nationales, cadres de concertation bilatéraux, organisations de la société civile, organisations communautaires) en matière de protection et promotion du droit des migrants

Selon les besoins, effectue des déplacements dans la région afin de soutenir la coordination, le suivi et la visibilité des actions mises en place

En lien avec le référent sécurité au siège et les représentations diplomatiques sur place, assure une veille sécurité et développe une stratégie de gestion des risques susceptibles d'affecter la sécurité de l'équipe projet et la réalisation des activités programmées

Prépare et soumet au siège d'Expertise France les rapports d'activités narratifs et financiers dans les délais prévus par les différents contrats de partenariats

En tant que responsable projet, supervise la gestion quotidienne de l'équipe mobilisée sur place (4 personnes).

Fonctions institutionnelles :

Développe et entretient un dialogue institutionnel continue avec les membres du consortium de mise en œuvre du BMM, les autorités publiques partenaires, les entités régionales telles que l'IGAD, les partenaires locaux (organisations de la société civiles et structures de gouvernance locales) et l'ensemble des acteurs impliqués dans le suivi du processus de Khartoum (Union Africaine, représentation des Etats membres)

Développe et entretient un dialogue institutionnel soutenu avec les

acteurs du développement actifs dans le champ des migrations mixtes, les représentations diplomatiques françaises et européennes sur place

Selon les besoins, représente Expertise France aux réunions, évènements publics, au sein de cadres de concertation en lien avec la lutte contre la traite et le trafic d'êtres humains, le crime organisé et la gestion des migrations dans la région Corne de l'Afrique

Maintient des échanges réguliers avec le siège d'Expertise France.

Ville Addis Abeba

Expériences / Formation du candidat

Master en sciences politiques ou sciences sociales, relations internationales, droit, développement international, coopération

Au minimum 10 ans d'expérience professionnelle dans le champ des migrations, impliquant une expérience de terrain significative en matière de gestion de flux migratoires mixtes, de lutte contre la traite et le trafic d'êtres humains, particulièrement d'un point de vue technique et juridique

Maîtrise des concepts et problématiques clés relatives à la gestion des flux de migrations mixtes, à la promotion et protection des droits des migrants, des cadres institutionnels et législatifs rattachés à la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains

Expérience confirmée en développement, gestion, coordination et suivi de projets multi-acteurs et régionaux

Expérience dans le domaine du renforcement des capacités

et de l'assistance technique institutionnelle

Compréhension de l'environnement socio politique et de la situation sécuritaire dans la région

Connaissance du réseau d'acteurs actifs dans le champ des migrations (bailleurs, agences UN, OI, INGOs, opérateurs des Etats membres de l'UE)

Expérience professionnelle dans la région souhaitée

Maîtrise des outils bureautiques Office

Langues parlées

Maîtrise de l'anglais et du français obligatoire (lu, écrit, parlé)

Qualité du candidat

Forte capacité à travailler de manière autonome et indépendante

Flexibilité et capacités d'adaptation à des environnements contraignants et des contextes sécuritaires volatiles

Communication, leadership et facultés de représentation

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités A p p u i institutionnel, Décentralisation, Droit

Pays Afrique, Ethiopie

Contrat CDD

Durée du contrat

24 mois

Salaire / Indemnité

Selon expérience et grille de rémunération Expertise France

Documents à envoyer

La suite à la page 14.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 13.

Curriculum vitae et lettre de motivation

Nom de la personne contact

Les candidats intéressés sont invités à envoyer leur CV et lettre de motivation à

Guénolé OUDRY: chargé de projets Migrations – Expertise France

(guenole.oudry@expertisefrance.fr)

Marilisa FANTACCI: Responsable pôle Migrations – Expertise France (marilisa.fantacci@expertisefrance.fr)

Email de la personne contact
guenole.oudry@expertisefrance.fr

Postuler en ligne <http://www.expertisefrance.fr/Working-with-us/Looking-for-experts-Expertise-France-projects/Regional-Mixed-Migration-Expert>

Date de fin de validité 27/01/2017



Avis de recrutement

POSTE : Responsable de Programme Eau et Vie Côte d'Ivoire

Description

CONTEXTE :

Fondée en 2008, l'association Eau et Vie (www.eauetvie.org) met au service des familles les plus démunies ses expériences en gestion de projets, micro-crédit et plomberie. Le siège de l'organisation est basé à Nantes.

Eau et Vie a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des familles vivant dans les bidonvilles de pays en voie de développement, en installant l'eau courante dans les maisons, en proposant des formations et des services d'assainissement et de lutte contre les incendies. Ces activités contribuent à la diminution des violences dans les quartiers, à l'amélioration du cadre de vie et à la création d'emplois. Elles ont pour objectif la baisse des maladies liées à l'eau et à un environnement insalubre, ainsi qu'une économie dans le budget des familles. Tous ces services se font en s'appuyant sur les besoins de la population locale et en partenariat avec la communauté et les acteurs locaux et internationaux du développement.

Eau et Vie travaille aux Philippines depuis 2008 et au Bangladesh depuis 2010, où déjà plus de 20 000 personnes bénéficient des actions. A la suite de prospections mettant en évidence les besoins en eau et assainissement des quartiers précaires de la Côte d'Ivoire, Eau et Vie a démarré un programme à Abidjan, avec l'envoi d'un responsable de programme sur place en avril 2015. Les partenariats et la finalisation du quartier d'intervention pour la réalisation du projet pilote sont désormais bien avancés.

Le point d'entrée dans un quartier est la gestion rentable de l'eau par une entreprise sociale. Cela permet d'ancrer en parallèle des services essentiels complémentaires, portés par une ONG (lutte incendie, sensibilisation à l'hygiène, assainissement et gestion des déchets). En Côte d'Ivoire, les structures locales en charge de la mise en œuvre des projets sont :

Eau et Vie Côte d'Ivoire (ONG locale),

Dji Ni Sii (entreprise sociale locale).

Eau et Vie recrute un « Responsable de Programme Eau et Vie Côte d'Ivoire », qui travaillera en binôme avec la Responsable de Programme

Dji Ni Sii.

MISSION DU/DE LA RESPONSABLE DE PROGRAMME :

En collaboration avec la Responsable de Programme DNS, l'équipe locale et le siège de Nantes, vous serez en charge de la mise en œuvre des activités d'Eau et Vie Côte d'Ivoire et assurerez la gestion administrative et financière de l'ensemble des activités d'Eau et Vie en Côte d'Ivoire. Vos responsabilités seront les suivantes :

Gestion des activités

Renforcer et gérer l'équipe d'Eau et Vie Côte d'Ivoire (équipe locale et service civique)

Préparer et assurer la mise en œuvre des activités prévues dans le plan d'actions annuel (activités de renforcement communautaire, actions de sensibilisation à l'hygiène, lutte anti-incendie et enquêtes de référence sur la gestion des déchets et l'assainissement), en collaboration avec l'équipe DNS et les partenaires locaux et internationaux.

Evaluer le programme Côte d'Ivoire 2014-2016 et préparer le programme 2017-2019.

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

Produire les rapports financiers et narratifs mensuels et annuels.

Gestion administrative et financière

Renforcer et gérer l'équipe administrative et financière,

Développer les partenariats locaux et rechercher des subventions locales,

Préparer le budget prévisionnel annuel et assurer son suivi

Assurer le respect de la réglementation locale,

Participer à la recherche de financements.

Pour ce faire, le/la Responsable de Programme bénéficiera d'une passation du projet avec la Responsable de Programme sortant. Le/la Responsable de Programme est placé(e) sous la responsabilité du co-directeur d'Eau et Vie.

Ville Abidjan

Expériences / Formation du candidat

Formation en gestion de projet avec une dimension sociale affirmée

Expérience professionnelle d'au moins 6 ans indispensable, de

préférence en PVD en gestion de projet et en gestion administrative financière.

Capacité de gestion de programme de développement (gestion d'équipe et budgétaire)

Connaissance sur les programmes d'eau et assainissement et de la GCP serait un plus

Langues parlées

Français (oral et écrit). Anglais serait un plus

Qualité du candidat

Forte capacité d'analyse, d'organisation et de gestion,

Bonnes capacités rédactionnelles, rigueur et autonomie,

Esprit d'équipe et bon leadership,

Aisance relationnelle, capacités de négociations,

Capacité à réagir à des situations variées et à prendre des décisions,

Goût pour le terrain, dynamisme et flexibilité

Capacité d'adaptabilité et de souplesse

Fonctions **Coordination,**

Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités **E c o n o m i e ,** Finance, Administration, Ressources Humaines, Social

Pays Afrique, Côte d'Ivoire

Contrat Volontariat / service civique

Durée du contrat

Contrat de Volontaire de Solidarité Internationale (VSI) de 2 ans renouvelables

Salaire / Indemnité

Selon profil et expérience

Documents à envoyer

Lettre de mission et Curriculum vitae

Nom de la personne contact

Valérie Dumans

Email de la personne contact recrutement@eauetvie.org

Postuler en ligne <http://eauetvie.fr/fr>

Date de fin de validité 13/01/2017



Avis de recrutement

POSTE : Chargé(e) de mission Partenariats et recherche de financements

Description

Fondée en 2008, l'association Eau et Vie (www.eauetvie.org) met au service des familles les plus démunies ses expériences en gestion de projets, micro-crédit et plomberie.

Le siège de l'organisation est basé à Nantes.

Eau et Vie a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des familles vivant dans les bidonvilles de pays en voie de développement, en installant l'eau courante dans les maisons, en proposant des formations et des services d'assainissement et de lutte contre les incendies. Ces

activités contribuent à la diminution des violences dans les quartiers, à l'amélioration du cadre de vie et à la création d'emplois. Elles ont pour objectif la baisse des maladies liées à l'eau et à un environnement insalubre, ainsi qu'une économie dans le budget des familles. Tous ces services se font en s'appuyant sur les besoins de la population locale et en

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

partenariat avec la communauté et les acteurs locaux et internationaux du développement. Eau et Vie travaille au Bangladesh, en Côte d'Ivoire, aux Philippines et démarre un projet en France.

Eau et Vie recherche un(e) chargé(e) de mission Partenariats et recherche de financements en remplacement d'un congé maternité.

MISSIONS DU CHARGE(E) DE MISSION :

Sous la responsabilité du responsable du pôle Partenariats et en étroite collaboration avec les responsables du pôle Opérations et du pôle Finance, le/la chargé(e) de mission aura en charge :

Recherche de financements :

Participer à l'actualisation et à la révision des programmes à trois ans des projets

Identifier et prospector de nouveaux bailleurs

Répondre aux appels à projets et en assurer la gestion

Rédiger ou contribuer à la rédaction des demandes de subventions

Co-assurer la recherche de financements pour les programmes en cours,

Participer au montage des budgets et des moyens nécessaires à l'accomplissement des projets

Assurer la rédaction des rapports

d'exécution aux bailleurs de fonds

Participer à la rédaction des rapports annuels de l'association

Représenter l'association auprès des institutions, des bailleurs de fonds et des partenaires

Etre en veille sur les aspects législatifs et l'évolution des pratiques en termes de partenariat Entreprises et Collectivités Territoriales

Communication :

Rédiger les newsletters, les mailings...

Participer à l'organisation des événements (petits déjeuners financeur, participation à des salons et des conférences, interventions dans des écoles...)

Rendre visible Eau et Vie sur les réseaux sociaux

Ville Nantes

Expériences / Formation du candidat

Vous disposez d'une expérience professionnelle d'au moins 3 ans en recherche de financements dans le secteur associatif ou privé et disposez de compétences en communication.

Des connaissances dans le secteur de l'eau et l'assainissement seraient un plus.

Langues parlées

Anglais courant (oral et écrit)

Qualité du candidat

Rigueur, autonomie et esprit d'initiative

Excellentes capacités rédactionnelles

Diplomatie

Esprit d'équipe, aisance relationnelle

Créativité

Fonctions Communication, Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités Social

Pays Europe, France

Contrat CDD

Durée du contrat

CDD de 6 mois

Salaire / Indemnité

A définir selon profil

Documents à envoyer

merci d'envoyer Curriculum Vitae et Lettre de motivation

Nom de la personne contact

Valérie Dumans

Email de la personne contact
recrutement@eauetvie.org

Postuler en ligne <http://eauetvie.fr/>

Date de fin de validité 29/01/2017



ANNONCE

9^e Prix CSRS-Fonds Eremitage 2017 pour la Recherche Scientifique en Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantenaire du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

BUT

Le « Prix CSRS - Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

APPEL À CANDIDATURE

Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

PRIX

Le Prix est de **CHF 10'000.- (dix mille francs suisses)** pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

CANDIDATS

Peuvent être candidat/es des scientifiques reconnu/es tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux du projet et avoir pris une part active à sa conception ainsi qu'à l'exécution de la recherche et à la mise en oeuvre de l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié dans des revues de renommée internationale dans leur domaine.

NOMINATIONS

- Les membres des facultés des universités et institutions de recherche au Nord et au Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs nominations pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises des candidats.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) contiendra :

1. Les nom, adresse, téléphone et adresse électronique du/de la proposant/e, resp. de l'équipe candidate
2. Une description des résultats scientifiques et la brève présentation des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/es et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/es
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/es, resp. entre les candidat/es partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/es.

CRITERES DE SELECTION

Le Prix sera attribué selon les critères suivants :

- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
- la prise en compte de l'applicabilité et de l'utilité des résultats pour le développement
- l'engagement des candidat/es dans la collaboration en partenariat
- la qualité de la proposition soumise.

COMMISSION DE SELECTION

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de :

Président :

Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

Membres :

Dr Silvia Hostettler, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse; **Prof. Chantal Akoua Koffi**, Département de Biologie, UFR des Sciences médicales de Bouaké; **Prof. Francis Akindes**, Sciences sociales, Université d'Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire; **Pascal Rouamba**, bureau de la coopération Suisse, Burkina Faso; **Prof. Emmanuel Frossard**, président de la Fondation pour le CSRS; **Prof. Michel Sédogo**, directeur de recherche à l'INERA/CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso; **Prof. Jürg Utzinger**, directeur de l'Institut Tropical et de Santé publique Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfierait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

DELAÏ DE SOUMISSION

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9^e Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET INFORMATION

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Courtemelon-CP-65, 2852 Courtételle
tél +41 32 420 74 22, olivier.girardin@frij.ch



Accédez aux différents Prix et Bourses du CSRS via le QR ci-dessus

CSRS
Conseil de Fondation
Centre Suisse de Recherches
Scientifiques en Côte d'Ivoire





Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien

en version numérique à télécharger.

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

17 12 2016 AU 24 12 2016 Groupe 1

AVENIR	22625361338	MONDEROU	22625340528
BAOWENDSOM	22625414499	NOUVELLE	22625306133
BEATITUDES	22625374711	PANACEA	22625366688
BENAIA	22625372830	PELEGA	22625350501
CAMILLE	22625366127	RAJIB TIGA	22625407588
CARREFOUR	22625332310	RIVAGE	22625341939
CENTRE	22625311660	SAINT BERNARD	22625451482
DESA	22625475050	SAINT JEAN	22625370033
ELITE	22625419177	SILMISSIN	22625372013
GOULMOU	22625436305	SILOE	22625315068
INDEPENDANCE	22625312717	SONG TAABA	22625366462
JOBER	22625455175	ST FRANCOIS D'ASSIZE	22625368585
KABORE DOMINIQUE	22625384884	TRYPANO	22625332941
KENEYA	22625307138	WEND LA LAAFI	22625431213
KOSSODO	22625356304	WEND LAMITA	22625341587
LIBERTE	22625307452	YATHRIB	22625402388
MAGNIFICAT	22625412990	LE ROCHER	
MARE	22625341128		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info
Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P/2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
-Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poôda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303
E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles



L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3^{ème} année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes :

- Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprises, Management des Projets et Programmes
- Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- Gestion Administrative Comptable et Financière

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

Inscription : A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo, A Ouagadougou rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

**Téléphone : +226 64 20 00 26, +226 72080303,
+226 61080303, +226 72 07 09 09**

Email : isc@iscmail.org

**Institut Sciences-Campus, une école supérieure de pointe,
entièrement à votre portée!!**

Aux lecteurs

Chers lecteurs et lectrices, toute l'équipe de Science-Campus Info vous remercie pour votre confiance sans cesse renouvelée. Vous êtes des milliers de personnes à nous lire chaque jour, et cela nous donne de l'entrain à poursuivre notre œuvre.

Science-Campus Info grandit de jour en jour. Aujourd'hui votre magazine compte une cinquantaine de correspondants et de pigistes déployés dans toutes les provinces du Burkina Faso, pour vous informer.

Au crépuscule de l'année 2016 nous vous souhaitons de passer une heureuse fin d'année.

Pour 2017, ce sera une nouvelle aventure que vous allez vivre en compagnie de notre équipe dynamique.

Que l'année 2017 soit une année de succès dans vos entreprises.